



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 25 février 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M.BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

Etaient excusés:

M. RENAUD, Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LE TORRIELLEC est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

30 – SUBVENTION D'EQUILIBRE EXCEPTIONNELLE DU BUDGET PRINCIPAL M14 VERS LE BUDGET M4 CINÉMA

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le budget annexe, en nomenclature comptable M4 (applicable aux Services Publics Industriels et Commerciales - SPIC) est créé afin de tenir compte des obligations fiscales en matière de T.V.A. et de la réglementation au regard de l'activité commerciale à venir de cet équipement.

Par délibération du Conseil Municipal du 19 mars 2013, il a été décidé d'allouer pour équilibrer ce budget :

EXPLOITATION

ANNEE	COMPTE BUDGETAIRE	MONTANT
2013	774-subvention exceptionnelle	76 550.00 €
2014	774-subvention exceptionnelle	- €

INVESTISSEMENT

ANNEE	COMPTE BUDGETAIRE	MONTANT
2013	1314 – subvention équipement commune	859 780.49 €
2014	1314 – subvention équipement commune	73 029.91 €

Il n'avait pas été prévu de subvention exceptionnelle en section d'exploitation pour l'exercice 2014.

Au cours de l'exécution du chantier, des travaux supplémentaires ont été nécessaires. L'ensemble des travaux est terminé mais des réserves restent néanmoins à être levées. De ce fait, le paiement des investissements se

terminera en 2015.

La ville de Blaye a confié la gestion du cinéma, par Délégation de Service Public à une société spécialisée, SDCG. Le bâtiment est ouvert au public depuis le 21 décembre 2013.

Les recettes d'exploitation attendues « redevance », versée par le délégataire, se composent d'une part fixe soit 10 000 € et d'une part variable calculée en fonction du résultat d'exploitation (20% portée à 25% si ce résultat atteint 40 000 €). Le montant des recettes attendues correspondant à la part variable ne sera connu que fin 2014.

De ce fait, en section d'exploitation, les dépenses s'élèvent à 108 698.86 €. Afin d'équilibrer la section, une subvention de **54 781.00 €** du budget M14 est donc nécessaire.

En application des articles L.2224-1 et L.2224-2 du C.G.C.T., les SPIC, quel que soit leur mode de gestion, sont soumis au principe de l'équilibre financier au moyen de la seule redevance perçue auprès des usagers. Le premier alinéa de l'article L.2224-2 interdit aux collectivités de rattachement de prendre en charge, dans leur budget propre, des dépenses au titre de ces services. Toutefois, le deuxième alinéa prévoit trois dérogations à ce strict principe de l'équilibre.

Ainsi, la collectivité de rattachement peut décider, notamment, une prise en charge des dépenses du SPIC par son budget principal :

- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Le conseil municipal sollicite donc des services de l'Etat une dérogation afin de pouvoir verser une subvention exceptionnelle d'équilibre au budget annexe M4.

Le montant de celle-ci s'élève à **54 781.00 €** et sera versé sur une durée d'**un an**, selon les éléments énoncés ci-dessous.

EXPLOITATION

ANNEE	COMPTE BUDGETAIRE	MONTANT
2014	774-subvention exceptionnelle	54 781.00 €

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 25 février 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 07/03/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140304-10359-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

